



Paris, le 11 septembre 2013

Accord compétitivité PSA : La direction recule devant les premiers débrayages

Les salariés PSA en action

Avec

- les débrayages intervenus le 10 septembre dans tous les établissements PSA,
- celui du 11 septembre qui a paralysé l'usine de Mulhouse, réunissant plusieurs centaines de salariés.
- la grand'messe organisée par la direction de Sochaux pour le lancement de la nouvelle 308 et la présentation du « nouveau contrat social », au cours de laquelle le directeur a été sifflé et hué.

Les salariés de PSA ont commencé à se faire entendre contre le recul social, la remise en cause de leurs droits et la baisse de leur paie.

Les premiers acquis de la mobilisation des salariés

La direction renonce à la suppression de la prime de rentrée (187,20 €) et à la baisse de 18 à 15 % de la majoration de nuit.

Les problèmes demeurent

La direction maintient le gel de salaire pour les prochaines années, qui se traduira par la baisse du pouvoir d'achat des salariés.

Si elle annonce l'intégration dans le salaire de la prime PEG pour les salariés qui ont plus de 20 ans d'ancienneté, elle maintient sa volonté de ne plus la verser pour tous ceux qui y aurait droit (ou changerait de tranche) dans les prochaines années. La mesure d'intégration est donc principalement une mesure anti-jeunes.

La direction veut toujours supprimer la majoration de 45 % pour le travail du samedi. Avec le système de modulation envisagé, les salariés se retrouveraient à faire des samedis obligatoires et non payés, à gogo. Contrairement à l'affichage fait par la Direction d'un maintien de la rémunération, cela se traduira par une perte nette sur la fiche de paie.

A ce sujet, la direction confirme sa volonté de gain de 100 millions € par an sur le dos des salariés, et veut retrouver sur la flexibilité des horaires ce qu'elle n'a pas réussi à nous prendre à travers la suppression des primes de rentrée et de nuit.

Par ailleurs, la direction n'a toujours pas pris en considération l'avis unanime des salariés contre les mobilités forcées.

Des contreparties virtuelles

La direction PSA s'engage à donner le 25 septembre prochain des éléments sur les perspectives d'activité des différents sites. Mais en précisant tout aussitôt qu'il ne peut s'agir d'engagements fermes, car soumis aux aléas de l'évolution des marchés et du succès des modèles.

La CGT a rappelé qu'il était hors de question de s'engager dans un donnant-perdant où sous prétexte de compétitivité, les salariés français devraient travailler aux conditions espagnoles, les espagnols aux conditions slovaques et les slovaques aux conditions chinoises.

Amplifier la mobilisation

Les salariés de Mulhouse ont montré la voie.

La CGT appelle l'ensemble du personnel du groupe à maintenir et amplifier la mobilisation.

A discuter dans chaque atelier, chaque service, dans l'unité la plus large d'une action concertée de débrayage dans tous les sites PSA, avant la fin du mois.